

DES EXPERTS FACE AU 11-SEPTEMBRE : ENTRE DOUTES ET ACCUSATIONS

Par Taiké Eilé



Les remises en question de l'histoire officielle du 11-Septembre sont, pense-t-on parfois, le fait exclusif d'internautes désœuvrés et sans aucune crédibilité.

En réalité, elles sont aussi largement portées par des experts.

Ces prises de position éclairées ne devraient laisser personne indifférent.





Robert Bowman



Coleen Rowley



Mark Dayton



Catherine Austin Fitts



Sibel Edmonds



Curt Weldon



Cynthia McKinney

Un site Internet, [Patriots Question 9/11](#), recense les contestations de plus de 90 personnalités, officiers supérieurs de l'armée des Etats-Unis, agents du renseignement, hommes politiques américains et du monde entier, et même, membres de la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Sans oublier celles de près de **120 professeurs d'université**, philosophes, historiens, politologues, juristes, économistes, mathématiciens, physiciens, chimistes, ingénieurs, etc. Autant de personnalités qui peuvent se prévaloir d'un statut, d'une autorité, et dont les mots pèsent du lourd poids de leur expertise reconnue.

Etat des lieux - non exhaustif - de ces contestations « autorisées ».

Mensonges et omissions face à la Commission

Thomas Kean et **Lee Hamilton** sont, respectivement, le président et vice-président de la **commission** qui a enquêté sur les attentats du 11 septembre 2001. Cette commission a rendu un **rapport** le 22 juillet 2004, qui fixe ce qu'il convient d'appeler l'histoire officielle du 11-Septembre. En août 2006, les deux hommes sortent un livre, *Without Precedent : The Inside Story of the 9/11 Commission*, qui raconte les coulisses de l'enquête. On y apprend, avec stupéfaction, que tous les témoignages apportés par les agents de la FAA [Federal Aviation Administration] et du NORAD [North American Aerospace Command], au sujet de la non-intervention des chasseurs durant l'attaque, se sont avérés faux : « *All of the after-action reports, accident investigations and public testimony by FAA and NORAD officials advanced an account of 9/11 that was untrue* » (**Washington Post du 4 août 2006**).

Il semble même que l'on puisse parler de tromperie délibérée de la part du Pentagone, selon **le Washington Post du 2 août 2006** : « *The Pentagon's initial story of how it reacted to the 2001 terrorist attacks may have been part of a deliberate effort to mislead the commission and the public [...]. «We, to this day, don't know why NORAD told us what they told us», said Thomas H. Kean [...]. «It was just so far from the truth.»* » Tromperie qui avait déjà été dénoncée durant **une audience du Congrès**, le 31 juillet 2004, par le sénateur **Mark Dayton**.

Un fâcheux oublié

En septembre 2006, le journaliste Bob Woodward révèle que, le 10 juillet 2001, le directeur de la CIA de l'époque, George Tenet, accompagné de son directeur du contre-terrorisme, Cofer Black, a rendu visite à la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice à la Maison Blanche, pour l'informer d'une attaque d'Al-Qaida imminente. Rice aurait, semble-t-il, négligé l'alerte de ses visiteurs. Les trois personnages, interrogés par la Commission, à la fois en privé et en public, et tenus de dire la vérité, ont «oublié» de parler de cette rencontre, qui aurait suscité, si elle avait été connue, de très nombreuses questions de la part des enquêteurs.

Peter Rundlet, conseiller pour la Commission, **dénonce** avec colère, le 30 septembre 2006, cette dissimulation et s'interroge gravement sur ce silence : « *Was it covered up ? [...] At a minimum, the withholding of information about this meeting is an outrage. Very possibly, someone committed a crime. And worst of all, they failed to stop the plot.* » Un membre de la Commission, **Timothy Roemer**, se dit, quant à lui, profondément perturbé et même furieux de cette omission (**New York Times du 1er octobre 2006**).

Rendez-vous dans un siècle

Dans **une interview** à CBC News le 21 août 2006, Lee Hamilton déplore les très mauvaises conditions dans lesquelles l'enquête a dû être menée : démarrage tardif, manque de temps et de moyens, résistance de certains,

ENTRE DOUTES ET ACCUSATIONS



Hosni Mubarak



Giulietto Chies



George Nelson



Francesco Cossiga



Dennis Tardio



David Shayler



David Ray Griffin

difficulté à accéder aux documents et aux gens... La Commission, confrontée à tant d'obstacles, était, selon lui, vouée à l'échec. Un échec programmé.

Hamilton reconnaît que la Commission n'est pas parvenue à établir toute la vérité, et prédit que l'on enquêtera sur le 11 septembre durant encore un siècle : « *People will be investigating 9/11 for the next hundred years in this country, and they're going to find out some things that we missed here.* »

Les membres de la Commission eux-mêmes reconnaissent qu'ils ont été trompés, qu'on leur a menti ou qu'on ne leur a pas tout dit, que leur travail est donc incomplet et défaillant. D'autres avis, extérieurs à la Commission, vont dans le même sens. Ainsi, **Paul Hellyer**, ancien ministre canadien de la Défense nationale, **regrette** la superficialité de l'enquête et son manque de transparence. **Raymond McGovern**, ancien analyste de la CIA durant 27 ans, **estime** qu'il y a bel et bien eu dissimulation, et que le rapport de la Commission n'est rien moins qu'une «*blague*».

Une histoire officielle «impossible»

L'histoire officielle semble bien ne pas pouvoir tenir la route, si l'on se fie aux **doutes émis** par le colonel **Ronald Ray**, ancien adjoint du secrétaire à la Défense sous Ronald Reagan : «*I'm astounded that the conspiracy theory advanced by the administration could in fact be true and the evidence does not seem to suggest that's accurate.*» **Catherine Austin Fitts**, assistante du secrétaire au Logement de la première administration Bush, n'hésite pas à dire (dans **cette interview** du 9 septembre 2004, à la 52e minute) : «*The official story could not possibly have happened. [...] It's not possible.*»

Le lieutenant-colonel **Robert Bowman**, retraité de l'US Air Force, prend **encore moins de réserves**, assimilant l'histoire officielle à un «*tas de sottises*». **Jugement similaire** chez le capitaine Gregory Zeigler, ancien agent du renseignement dans l'US Army. Quant à **Philip Berg**, an-

cienn procureur général adjoint de Pennsylvanie, **il parle sans détours** de «*mensonge*». **Giulietto Chiesa**, membre italien du Parlement européen, **affirme** enfin sans ambages, le 18 novembre 2005, que l'histoire qu'on veut nous imposer est complètement fausse.

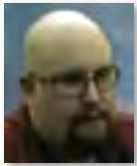
Penchons-nous à présent sur des éléments plus concrets, sur des remises en question plus ciblées de l'histoire officielle du 11-Septembre. Commençons par l'effondrement des tours.

Des tours dynamitées ?

Beaucoup ont déjà entendu parler de l'opinion émise par Danny **Jowenko**, ce spécialiste néerlandais de la démolition contrôlée. Lorsqu'une équipe de télévision vint le voir pour lui faire visionner **la chute de la tour 7** du World Trade Center, dont il n'avait d'ailleurs jamais entendu parler (le rapport de la Commission n'en faisant lui-même pas mention), son jugement fut sans appel : c'était pour lui une démolition contrôlée. Nul doute dans son esprit (voir cette vidéo : **version courte sous-titrée en français**, ou **version longue sous-titrée en anglais**).

D'autres personnalités ont rejoint cet avis, pour parfois l'étendre aux deux autres tours, aux Twin Towers. Ainsi, **Paul Craig Roberts**, secrétaire adjoint au Trésor dans l'administration Reagan, **déclare** avec assurance, le 16 août 2006, qu'il n'est pas pensable qu'un immeuble, en particulier s'il est doté de colonnes en acier, s'effondre à la vitesse de la chute libre... de manière tout à fait naturelle. Pour le lieutenant-colonel **Karen Kwiatkowski**, qui a travaillé auprès du directeur de la NSA [National Security Agency] et dans l'Air Force durant 20 ans, l'effondrement des tours du WTC viole, ni plus ni moins, les lois de la probabilité et de la physique.

David Griscorn, chercheur en physique et membre de la Société de Physique américaine, salue, quant à lui, le travail de **David Ray Griffin**, l'un des leaders du mouvement **Scholars for 9/11 Truth**, qui affirme que des explosifs ont été utilisés pour abattre les trois tours du



Craig Bartmer



Colonel Ronald Ray



Barrie Zwicker



Barbara Honegger



Anthony Shaffer



Andreas von
Buelow



William Rodriguez

WTC. **Même conviction** chez **William Christison**, ancien officier du renseignement national, membre de la CIA durant 28 ans, où il a notamment dirigé le Bureau de l'Analyse régionale et politique. **Robert David Steele**, officier du renseignement durant 20 ans, notamment à la CIA, se focalise sur le WTC 7 et **affirme**, de manière tout à fait catégorique, le 27 octobre 2006 : «*I'm absolutely certain that WTC 7 was brought down by controlled demolition.*»

Un Boeing dans le Pentagone ?

Plus surprenantes peuvent paraître les mises en doute sur ce qui s'est passé au Pentagone. Même si aucun film n'a jamais été diffusé par les autorités américaines, qui prouve le crash d'un Boeing, **des témoins existent**, qui ont décrit l'arrivée et le crash d'un gros avion de ligne. Ceci n'empêche pas le colonel **George Nelson**, retraité de l'US Air Force, où il a travaillé durant 34 ans, notamment en tant qu'enquêteur sur les accidents d'avions, d'afficher de très sérieux doutes : «*Any unbiased rational investigator could only conclude that a Boeing 757 did not fly into the Pentagon as alleged.*» Le commandant **Douglas Rokke**, retraité de l'US Army, va plus loin ; il est convaincu que c'est un missile qui a frappé le Pentagone, arguant de la petite taille du trou fait dans le bâtiment et de la nature des dégâts causés.

Le capitaine **Russ Wittenberg**, ancien pilote de chasse de l'US Air Force, et pilote de ligne durant 35 ans pour Pan Am et United Airlines, est tout aussi catégorique. Il est, selon lui, impossible qu'un Boeing ait pu effectuer une trajectoire aussi complexe et précise que celle réalisée par l'engin qui a frappé le Pentagone : «*There was absolutely no possibility that Flight 77 could have descended 7,000 feet in two minutes, all the while performing a steep 270 degree banked turn before crashing into the Pentagon's first floor wall without touching the lawn.*» Sans toucher la pelouse... Wittenberg ne croit pas qu'un pilote puisse prendre subitement les commandes d'un avion aussi difficile à contrôler pour le manier avec une telle aisance (comme un as du vol qu'**Hani Hanjour**,

le pilote présumé, **n'était d'ailleurs pas**) : «*There is not one chance in a thousand.*». Invoquant le fait qu'on n'a pas retrouvé les restes de l'énorme Boeing 757 au Pentagone, il conclut que la cause des dégâts est probablement un missile.

Barbara Honegger, journaliste spécialisée dans les affaires militaires, évoque, dans **un essai** publié le 6 septembre 2006, l'utilisation d'un avion militaire, seul capable de déjouer le système de défense du Pentagone, de neutraliser ses batteries de missiles antiaériens, en émettant un signal «ami».

Dick Cheney... savait ? savait pas ?

Si c'est bien le vol 77 d'American Airlines qui a frappé le Pentagone, peut-on croire que les autorités américaines ont été surprises par son crash, ne l'ont pas vu venir ? Selon le rapport de la Commission, le gouvernement n'a pas eu connaissance de la position du vol 77 avant 9h32 (soit 5 minutes avant le crash). Or, le témoignage de **Norm Mineta**, secrétaire au Transport entre 2001 et 2006, vient contredire cette version. Mineta, **devant la Commission**, a affirmé s'être rendu à 9h20 à la Maison Blanche, au Centre Présidentiel des Opérations d'Urgence (PEOC), et y a vu, vers 9h25, le vice-président Dick Cheney en discussion avec un assistant, qui venait régulièrement l'informer de la progression du vol 77 (de la distance qui le séparait encore du Pentagone ?) : «*There was a young man who had come in and said to the vice president, «The plane is 50 miles out. The plane is 30 miles out.» [...] «The plane is 10 miles out.»*». On ne sait guère quand a commencé cet échange entre Cheney et son assistant. Quoi qu'il en soit, le vol 77 était repéré bien avant l'heure indiquée dans le rapport. Un rapport qui maintient, par ailleurs, que Dick Cheney n'est arrivé au PEOC qu'à 9h58 ! Un rapport qui, finalement, n'a pas intégré le témoignage, fort déroutant, de Norm Mineta...

Après ces aspects «techniques» - chute des tours et crash sur le Pentagone -, il convient d'évoquer d'autres aspects fondamentaux de ces attentats, à commencer par leur financement.



Michael Meacher



Max Cleland



Marlene Cruz



Lorie Van Auken



Kristen Breitweiser



Karen Kwiatkowski



John Loftus

Le scandale Mahmoud Ahmad & Omar Sheikh

La congressiste **Cynthia McKinney** a **rappelé**, le 18 août 2005, que nous ne savions toujours pas officiellement qui avait commis les attentats, ni qui les avait financés. **Michael Meacher**, ancien ministre britannique de l'Environnement, fait, lui aussi, remarquer (dans **ce documentaire** de la télévision néerlandaise, à 12min35) que l'enquête n'a pas su déterminer qui a financé les attentats, tout en prétendant - ce qui est ahurissant - que cela n'a, au fond, pas grande importance [voir **le rapport de la Commission**, page 172]... alors qu'il va de soi que c'est un point absolument capital !

Cynthia McKinney pose la bonne question : «*What about the terrorist Omar Said Sheikh ?*» Les services secrets indiens sont, en effet, à l'origine d'une révélation stupéfiante : le chef des services secrets pakistanais (ISI), Mahmoud Ahmad, a transféré, en juillet 2001, 100 000 dollars au chef présumé des pirates de l'air du 11-Septembre, Mohammed Atta, par l'intermédiaire de **Omar Sheikh**. Information donnée le 9 octobre 2001 par le **Ti-mes of India**, puis par de nombreux médias occidentaux (AFP, Wall Street Journal, London Times...), **confirmée** par Dennis Lormel, le directeur de la section financière du FBI. Quelques jours avant le début de la guerre en Afghanistan le 7 octobre 2001, Ahmad a été poussé à la démission, sous la pression des Américains. Depuis, il n'a fait l'objet d'aucune enquête, ni d'aucune poursuite, de la part du Pakistan ou des Etats-Unis (**sources**).

Michael Meacher s'étonne de cette absence de poursuite judiciaire, dans **le Guardian du 22 juillet 2004** : «*When Ahmed was exposed by the Wall Street Journal as having sent the money to the hijackers, he was forced to «retire» by President Pervez Musharraf. Why hasn't the US demanded that he be questioned and tried in court ?*» Question lancinante, il est vrai, pour les esprits pas totalement endormis...

Le rapport de la Commission reste, quant à lui, parfaitement **muet** sur ces faits. Lors d'une conférence de presse

à la Maison Blanche le 16 mai 2002, un journaliste indien interrogea Condoleezza Rice sur toute cette histoire ; la secrétaire d'Etat écarta la question d'un revers de main, prétendant qu'elle n'en avait jamais entendu parler... (voir **9/11 Press For Truth** à 68min05sec, ou **ici**). L'*Asia Times*, dans **un article du 8 avril 2004**, nous donne peut-être la raison de ce mutisme : «*If Mahmoud was really involved in September 11, this means the Pakistani ISI - «the state within the state» - knew all about it. And if the intelligence elite in Pakistan knew it, an intelligence elite in Saudi Arabia knew it, as well as an intelligence elite in the US.*» Le grand public a-t-il jamais entendu parler de Mahmoud Ahmad depuis cinq ans et demi ?

L'énorme affaire Able Danger

Autre scandale, dont les Français n'ont, dans leur très grande majorité, jamais entendu parler : le 19 juin 2005, **un article** du *Times Herald* révèle l'existence d'une unité de renseignement militaire du nom de «**Able Danger**», placée sous l'autorité du Commandement des Opérations Spéciales de l'armée des Etats-Unis (**SOCOM**), qui avait, selon toute vraisemblance, repéré quatre des futurs kamikazes plus d'un an et demi avant le 11 septembre ; il s'agissait de Mohammed Atta, Marwan Alshehhi, Khalid Almihdhar et Nawaf Alhazmi. Les quatre hommes avaient été identifiés comme des membres d'Al-Qaida oeuvrant aux Etats-Unis, dans la cellule dite «de Brooklyn». Or, à en croire le rapport de la Commission, Atta et Alshehhi étaient restés inconnus des services de renseignement jusqu'au jour des attentats.

L'affaire a été véritablement médiatisée grâce à **l'intervention** du représentant républicain du Congrès **Curt Weldon**, le 27 juin 2005, devant la Chambre des Représentants. L'homme tient ses informations du lieutenant-colonel **Anthony Shaffer**, qui prétend avoir été associé à Able Danger. Ses allégations ont été confirmées le 22 août 2005 par Scott Philpott, un capitaine de la Navy (voir **The New York Times**, ou **Fox News**) ; selon ce dernier, «*Atta was identified by Able Danger by January-February of 2000*». Le 27 août 2005, c'était au tour d'une

DES EXPERTS FACE AU 11-SEPTEMBRE :



Scott Ritter



Ray McGovern



Ralph Nader



Pierre Henri Bunel



Phillip Morelli



Pervez Musharraf



Paul Hellyer

troisième source, James Smith - qui prétend avoir travaillé sur l'aspect technique de l'opération Able Danger -, de confirmer cette incroyable histoire (*Fox News*). Suite à leurs découvertes, les membres de l'unité Able Danger avaient recommandé au SOCOM que le FBI soit chargé de démanteler la cellule de Mohammed Atta ; mais les avocats du SOCOM leur avaient rétorqué que ces informations ne pouvaient pas être partagées avec le FBI.

Dans **un article** du *Wall Street Journal* du 17 novembre 2005, **Louis Freeh**, directeur du FBI entre 1993 et 2001, considère que ces faits sont les plus importants révélés depuis la fin de l'enquête officielle. Selon lui, les découvertes réalisées par Able Danger auraient dû permettre l'arrestation des membres de la cellule de Mohammed Atta. La Commission, de son côté, osa affirmer, en août 2005, que l'opération Able Danger n'était, à ses yeux, «pas historiquement importante». Ce qui conduit Freeh à s'interroger avec gravité sur la négligence de la Commission, dont il va jusqu'à remettre en cause la crédibilité : «*This astounding conclusion [...] raises serious challenges to the commission's credibility and, if the facts prove out, might just render the commission historically insignificant itself.*»

«Laisser-faire» du gouvernement US ?

Tant d'anomalies dans l'enquête officielle font envisager à certains un «laisser-faire» des autorités américaines, qui avaient besoin de ces attentats pour justifier leur entrée en guerre au Moyen-Orient, leur implantation dans cette zone riche en pétrole, et, plus généralement, pour mettre en branle le plan du **PNAC** [Project for the New American Century], qui vise à assurer l'hégémonie mondiale des Etats-Unis au XXI^e siècle.

Ainsi, **pour Robert Bowman**, «*the very kindest thing we can say is that they were aware of impending attacks and let them happen*». Pour **Michael Meacher**, «*il est clair que les autorités américaines ont fait peu ou rien pour empêcher les événements du 11 septembre.*» Il rappelle

qu'«*au moins 11 pays ont averti à l'avance les Etats-Unis des attaques du 11 septembre*». Pour **John Loftus**, ancien procureur fédéral américain et expert en terrorisme, la CIA et le FBI, avec la masse considérable d'informations dont ils disposaient, ne peuvent pas sérieusement se réfugier derrière leur prétendue incompétence pour rendre compte de leur défaillance.

Paul Craig Roberts **affirme** sans détours : «*The 9/11 «terrorist attack» has been manipulated to serve a hegemonic agenda in the Middle East.*» **Avis partagé** par David Shayler, ancien officier du contre-terrorisme britannique (MI5), ainsi que par le lieutenant-colonel Stephen Butler, membre de l'US Air Force durant 24 ans : «*Of course Bush knew about the impending attacks on America. He did nothing to warn the American people because he needed this war on terrorism*» (*New York Times* du 4 juin 2002).

Complicités américaines ?

Certains envisagent même la complicité des autorités américaines avec Ben Laden. L'argument le plus volontiers mis en avant, c'est que Ben Laden n'aurait pas pu organiser - et surtout réussir - seul ces attentats. C'est l'opinion de **Robert Baer**, agent de la CIA durant 21 ans, spécialiste du Moyen-Orient, qui, dans **une interview** du 9 juin 2006, considère que l'idée d'un complot intérieur («*inside job*») est tout à fait plausible. **William Christison**, membre de la CIA pendant 28 ans, se range aussi à cette idée.

D'autres voix, politiques, s'élèvent depuis cinq ans du monde entier, qui, sans accuser le gouvernement américain, refusent de penser que Ben Laden est le seul et même le principal responsable des attentats du 11 septembre. Mohamed Hassanein Heikal, ancien ministre des Affaires étrangères égyptien, affirmait ainsi le 10 octobre 2001, **dans le Guardian**, qu'Al-Qaida n'était pas en capacité de mettre en place une telle opération et de la garder secrète, rappelant que Ben Laden était sous surveillance depuis des années, et que

ENTRE DOUTES ET ACCUSATIONS



Wesley Clark



Steven Jones



Norm Mineta



Mindy Kleinberg



David Lynch



David Griscorn



Robert Baer

son organisation était même infiltrée par les services secrets américains, pakistanais, saoudiens et égyptiens.

Andreas von Bülow, ancien secrétaire d'Etat (à la Défense) et ministre allemand, **Horst Ehmke**, ancien ministre de la Justice ouest-allemand, ou encore le général **Leonid Ivashov**, chef de cabinet des forces armées russes au moment des attentats, sont persuadés que des services secrets ont appuyé les opérations du 11 septembre. Quant à l'ancien Président de la République italienne, **Francesco Cossiga**, il soupçonnait, peu après les attentats, dans *La Stampa*, des complicités à l'intérieur du système de sécurité américain (page 36 de [ce document](#)).

Un fol espoir

Les témoignages recensés dans cet article ne constituent qu'une infime partie de tous ceux que regroupe le site [Patriots Question 9/11](#). La liste des experts contestataires de l'histoire officielle du 11-Septembre s'allonge régulièrement, elle est en expansion continue.

Rien ne prouve, à ce jour, un laisser-faire ou une complicité des autorités américaines. C'est entendu. Mais il est tout aussi entendu que la Commission n'a pas su atteindre son but. Son vice-président en personne nous promet même encore près d'un siècle de recherche avant d'aboutir - peut-être - à la vérité ! L'esprit critique quant à l'histoire officielle actuelle - reconnue non véridique par ceux-là mêmes qui l'ont faite, rappelons-le, rabâchons-le ! - est donc une attitude qui devrait être qualifiée de normale. Au lieu de cela, elle est jugée déviante, malsaine par la plupart de nos politiques et journalistes. Elle est diabolisée.

Une enquête réellement indépendante doit être ouverte, qui aura les moyens de ses ambitions. Sans doute les médias ont-ils un rôle à jouer pour faire pression sur les dirigeants de ce monde, qui auront à prendre cette lourde décision. Peut-être les citoyens doivent-ils alors commencer par faire pression sur les médias, en les sommant de retrouver leur vocation : la recherche de la vérité et sa diffusion. La passion des faits, rien que des faits.

Taiké Eilé, 26 mars 2007

Taiké Eilé :

Des études de philosophie (DEA),

puis de communication et multimédia (DESS).

Auteur du blog *Les Caprices du Vent*.

SITE DE L'AUTEUR :

<http://aristippe.blogspot.com/>

URL DE L'ARTICLE :

http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=21321



ReOpen911.info

www.ReOpen911.info

Initiative citoyenne et bénévole indépendante de tout mouvement politique, philosophique ou religieux